

En 2023, quand vous aurez froid, pensez au torpillage de notre fleuron nucléaire...



Pour entamer ce sujet, on ne peut passer sous silence l'in vraisemblable vidéo qui a refait surface sur internet en cette fin d'année 2022 (site « Documentaire et vérité – 6 décembre 2022).

Il s'agit d'une déclaration de Dominique Voynet (ministre vert de 1997 à 2001 – Gvt Jospin).

Elle y explique comment, par pure idéologie, elle a trahi le mandat qu'elle avait reçu du gouvernement pour la négociation européenne sur le nucléaire. La question en jeu au niveau de l'Europe étant : continuer ou pas le nucléaire ?

Voici la reproduction écrite de ce qu'elle a déclaré dans la vidéo de « Documentaire et Vérité » :

« J'avais reçu mandat de tout faire pour que le nucléaire ne soit pas exclu de cette liste (les énergies à

promouvoir).

J'étais donc partie à Bruxelles en traînant un peu les pieds.

Et je rencontre mon homologue anglais qui me dit avoir le même mandat.

Le tour de table commence et on était les deux seuls États à ne pas pouvoir se rallier à une position fermement anti-nucléaire.

Suspension de séance.

J'ai rediscuté avec mon homologue anglais et nous avons convenu lui et moi de rappeler nos gouvernements à Londres et à Paris.

J'appelle Paris et j'explique à Matignon que je suis désolée mais que le britannique est en train de lâcher et que je vais me trouver isolée.

C'est ce que déteste la France, être isolée en Europe. C'est quelque chose qui est impossible.

Pendant ce temps, le britannique appelle Londres et dit « la française est en train de lâcher, je vais me retrouver isolé ».

On est revenus hilares l'un et l'autre avec finalement un grand soulagement car nous avons reçu la consigne de tout faire pour ne pas être isolés.

Donc nous avons pu annoncer que finalement nous pouvions nous rallier à la position commune (contre le nucléaire).

Je suis rentrée à Paris très contente que le nucléaire ne pouvait pas faire partie des technologies retenues au titre des mécanismes de développement propre.

En même temps, je n'ai pas pu m'en vanter en rentrant.

Il fallait que j'ai l'air désolée de ce qui s'était passé.

Ce qui m'a interdit aussi de revendiquer ça auprès de mes camarades verts ou auprès des associations.

Je crois que personne n'est dupe et le 1^{er} ministre ne m'a pas fait de compliment particulier sur ce coup-là, c'est sûr. »

Et Dominique Voynet de terminer cette déclaration avec un très large sourire qui en dit long sur sa duplicité et le fait qu'elle assume totalement la trahison de la France qu'elle a faite ce jour-là.

Encore un exemple qui permet de mesurer ce que sont les Verts, ce qu'ils sont capables de faire au nom du primat de l'idéologie sur toute autre considération. Y compris trahir les intérêts de leur propre pays.

Si une véritable justice existait en France, Dominique Voynet devrait, pour cette trahison, être traînée en justice et au minimum jetée dans un cul-de-basse-fosse pour de très longues années.

Mais revenons à la situation qui est celle de la France en matière énergétique en cette fin 2022.

Le 31 décembre 2022, le « bouclier tarifaire » va disparaître et, même si le gouvernement distribue des chèques pour essayer de compenser l'explosion des prix de l'énergie déjà constatée et qui va s'amplifier début 2023, une crise majeure est devant nous qui va frapper la population et les industriels, tout comme le commerce.

En clair, une catastrophe économique qui va amener nombre de Français à ne même plus pouvoir se chauffer s'ils veulent manger, des entreprises à arrêter leur production, des magasins à fermer.

Bref, un désastre total.

Comment a-t-on pu en arriver là, alors qu'il y a 20 ans, la France avait le plus bel outil nucléaire du monde ?

Notre parc nucléaire avait été voulu par le général de Gaulle et fut réalisé par les présidents Pompidou et Giscard d'Estaing.

Plusieurs facteurs se sont conjugués pour nous amener dans le borbier dans lequel nous sommes enlisés.

D'une manière générale, il faut tout d'abord prendre conscience que pour l'Allemagne le joyau qu'était le nucléaire français constituait un boulet insupportable.

En produisant une électricité pas chère, le nucléaire français constituait un avantage énorme pour les entreprises françaises.

L'Allemagne souhaitait donc que la France perde cet avantage et a tout fait pour cela.

Tout s'est fait via l'Europe.

D'abord EDF a été contrainte par l'Europe, pour respecter « le marché et la libre concurrence », de vendre 25 % de sa production à des « concurrents » qui n'en avaient que le nom. N'ayant aucune structure de production d'énergie électrique, ces « concurrents » se contentent d'acheter l'électricité d'EDF à un prix proche du coût de production, puis de la revendre sur le marché en encaissant la différence et sans avoir d'investissements à faire.

C'est l'ARENH qui contrôle et pilote cela en France.

Loïk Le Floch-Prigent vient de chiffrer la chose afin que ce soit compréhensible par tous :

"Le fait de produire de l'énergie d'origine nucléaire à 40 euros, de la vendre à 42, et ensuite de la racheter le 21 juillet à 397 euros devrait faire s'interroger tous les Français."

Loïk Le Floch-Prigent pic.twitter.com/BKpt82o1XY

— Go-batmat (@Gobatmatolivie2) December 22, 2022

Dans ces conditions, EDF est obligée de lutter avec une main attachée dans le dos et un pied en l'air. Pas très commode pour se battre ...

Mais ce n'est pas tout.

L'Allemagne ayant fait le choix du gaz, principalement, en même temps qu'elle abandonnait le nucléaire, elle a exigé et obtenu de l'Europe que le prix de l'électricité soit lié à celui du gaz.

En clair, si le prix du gaz monte, le prix de l'électricité monte d'autant.

Grâce à cela, il est clair que l'avantage qu'avait la France fut ainsi passé par pertes et profits.

Et maintenant que la guerre en Ukraine fait flamber le prix du gaz, nous sommes lourdement pénalisés par le diktat imposé par l'Allemagne et les directives européennes.

Pour dire les choses simplement, les Français payent aujourd'hui un prix astronomique leur électricité, sans aucune raison, alors que nous avions il y a 20 ans seulement un véritable joyau dans les mains avec EDF et ses centrales nucléaires.

Pour sortir de cet enfer, il y a deux solutions toute simples :

- supprimer le dispositif de l'ARENH qui oblige EDF à vendre 25 % de sa production aux « concurrents » à un

prix ridiculement bas

- sortir des dispositifs européens qui lient le prix de l'électricité à celui du gaz.

C'est ainsi que la France retrouverait son indépendance énergétique, notamment électrique. Et surtout s'éviterait une crise énergétique qui va dévaster notre économie et frapper les Français.

Mais pour faire cela, il faudrait qu'il y ait une volonté politique forte et qui défende les intérêts de la France et des Français.

Ce qui n'est nullement le cas. Il est fini depuis longtemps le temps du général de Gaulle...

Depuis Hollande, et même avant, la capitulation devant l'Europe et l'Allemagne est permanente.

Ainsi, en 2012 pour un misérable accord électoral avec les Verts, le candidat Hollande a promis la fermeture de la centrale de Fessenheim qui pourtant était en parfait état de marche.

Promesse honorée par Macron, qui pourtant n'était nullement obligé de l'assumer.

En parallèle, comme suite à ce que nous avons vu avec l'interview de Dominique Voynet, l'Europe a impulsé une politique de « développement propre » qui excluait le nucléaire.

La France, une fois de plus, s'est couchée et a accepté de massacrer son parc nucléaire.

La maintenance des centrales nucléaires a été négligée. Notre pays, qui était le plus compétent, a perdu son savoir-faire. Résultat : au moment où la crise énergétique éclate en 2022 en relation avec le conflit en Ukraine, la moitié des centrales nucléaires sont à l'arrêt, notamment pour des problèmes de maintenance.

Et en plus nous n'avons plus les compétences pour faire ce qui est nécessaire.

En conséquence, ce sont des soudeurs américains qui doivent venir pour faire le travail que nous ne savons plus faire.

En cette fin décembre 2022, un tiers des centrales sont encore en maintenance et des coupures d'électricité sont plus que probables dans les mois à venir.

Il y aurait de quoi hurler tellement cette situation est insensée.

Pourtant, c'est tout le pays qui va payer très cher cet hiver les conséquences de ces politiques irresponsables menées par nos gouvernants.

Ceux qui sont responsables de tout cela ne seront pas inquiétés, dans leurs belles demeures et avec leurs revenus confortables.

Les Français, eux, vont être rackettés, avoir froid et certainement subir des coupures d'électricité.

Quant à l'économie, elle risque d'y laisser un bon paquet de plumes, sinon la totalité.

Et Loïk Le Floch-Prigent de conclure (en plus de qui est indiqué ci-dessus) :

 Entretien. Loïk Le Floch-Prigent : "La meilleure décision et la plus efficace est de redémarrer Fessenheim" <https://t.co/o9skQhik9G>

— Marianne (@MarianneleMag) July 28, 2022

Sans oublier l'arrêt immédiat de cette politique délirante "d'énergies renouvelables", censée remplacer le nucléaire. On abandonne un outil remarquable, pas cher et presque entièrement décarboné, le nucléaire, pour implanter des éoliennes, des méthaniseurs et des panneaux solaires, qui coûtent une fortune et ne produisent que très peu. Sans parler de l'enlaidissement de notre pays que les

touristes du monde entier venaient admirer.

Comment peut-on être tombés si bas ?

Comment le personnel politique peut-il être aussi stupide pour accepter et promouvoir une pareille politique ?

Comment expliquer que les Français ne se révoltent pas devant un tel naufrage ?

J'espère sincèrement que 2023 sera l'année de la prise de conscience et de la révolte qui s'imposent.

Bernard GERMAIN